



Auvergne-Rhône-Alpes

Transition écologique et emploi cadre

En Auvergne-Rhône-Alpes, 4 392 cadres du secteur privé occupaient un emploi « vert » en 2021, et 120 811 autres cadres avaient un emploi amené à se transformer du fait de la transition écologique, selon l'Insee. En 2021, ceux-ci représentaient alors, 34 % des cadres du secteur privé présents dans la région et 15 % des cadres exerçant en France un métier « vert » ou un métier impacté par les enjeux de transition écologique.

Entre 2019 et 2023, le nombre d'offres d'emploi cadre pour des métiers verts a augmenté de 71 % en Auvergne-Rhône-Alpes. En 2023, celles-ci représentaient 15,4 % des offres pour des emplois cadres verts publiés au national.

Pendant ces 5 années, 8 077 millions d'euros ont été investis dans le développement durable par les entreprises du secteur privé, et 5 130 emplois salariés ont été créés. Cela témoigne d'une transition écologique bien engagée.

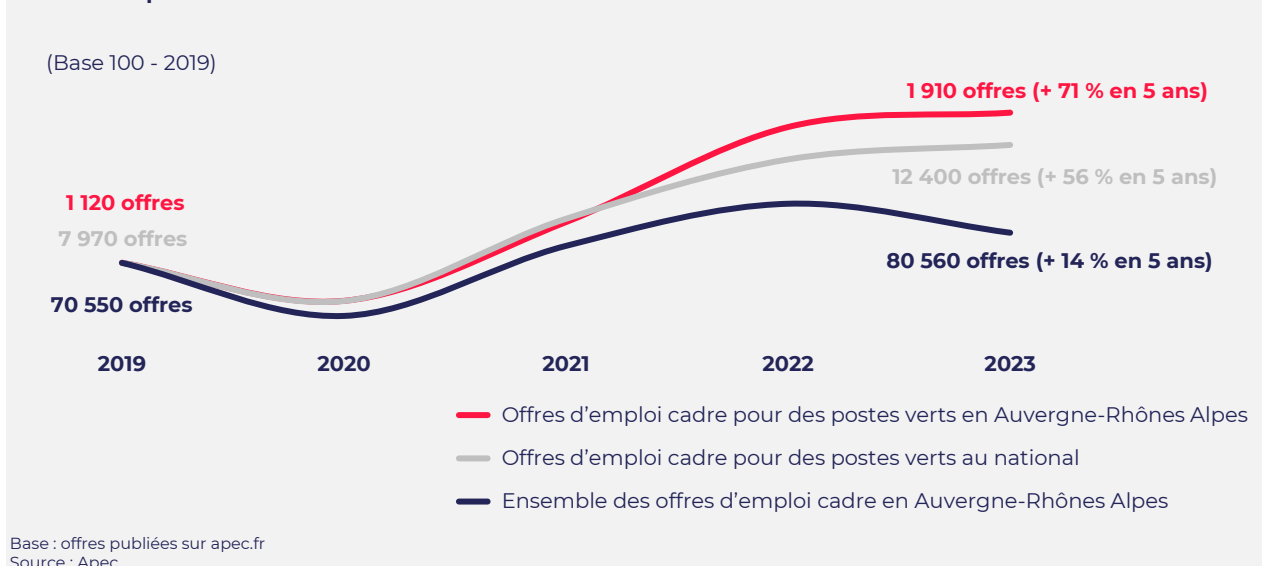
Pour accompagner ces transitions, des formations initiales et continues se développent dans le supérieur, des plus pointues aux plus génériques.

En Auvergne-Rhône-Alpes, le nombre d'offres d'emploi cadre publiées sur apec.fr pour un poste vert a progressé de 71 % entre 2019 et 2023

Les entreprises du privé implantées en Auvergne-Rhône-Alpes ont publié 1 910 offres d'emploi cadre pour des métiers verts en 2023. La région se situe ainsi au 2^{ème} rang de celles qui publient le plus d'offres d'emploi cadre pour des postes verts. Elles concernent pour près de la moitié (49 %), les métiers verts de l'analyse, de la gestion et de la prévention des risques environnementaux.

Les offres d'emploi cadre pour des postes verts représentaient 2,4 % des opportunités offertes dans la région en 2023, contre 1,6 % en 2019. L'évolution la plus marquée concerne les métiers de l'énergie, avec 2,3 fois plus d'offres en 2023 qu'en 2019.

> Évolution du nombre d'offres d'emploi cadre pour des métiers verts en Auvergne-Rhône-Alpes entre 2019 et 2023 et comparaison au national



Entre 2019 et 2023, la majorité des offres d'emploi cadre pour un poste vert concernaient le secteur des services et les bassins d'emploi de Lyon et Grenoble

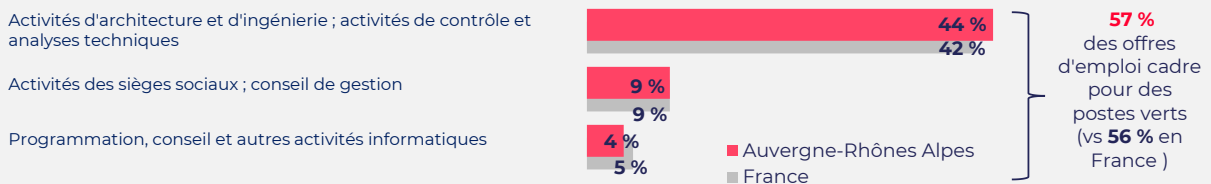
77 % des offres d'emploi cadre émises entre 2019 et 2023 pour des postes verts l'ont été par des entreprises du domaine des services, essentiellement en ingénierie et études techniques (45 % de ces offres). Viennent ensuite les sièges sociaux et les activités informatiques (4 %).

Ces offres sont surtout localisées sur les bassins d'emploi lyonnais (4 111 offres) et grenoblois (710). Quasiment tous les bassins de la région proposent avant tout des métiers en analyse, gestion et prévention des risques environnementaux. En effet, les entreprises sont soumises à d'importantes réglementations pour réduire leur impact environnemental. Pour y parvenir, elles doivent établir des diagnostics, mettre en place des politiques internes de réduction des pollutions, de recyclage, d'économies d'énergies et de ressources, etc. À ce titre, les cadres capables de proposer et de déployer des plans d'action sont très prisés.

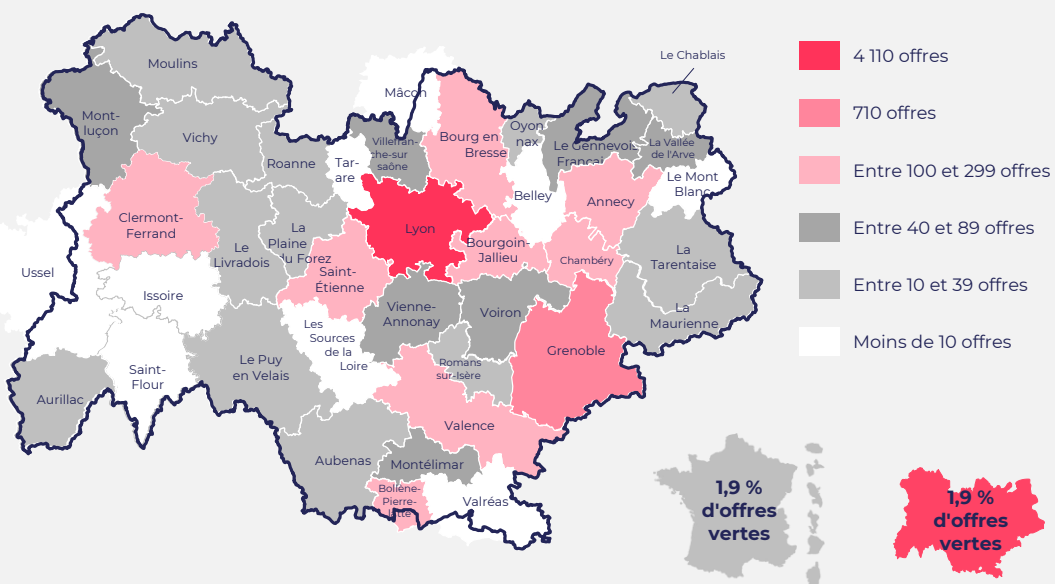
Dans 3 cas sur 10, les offres d'emploi cadre pour des postes verts en Auvergne-Rhône-Alpes concernent les métiers de l'énergie. La région est en pointe sur le domaine avec, entre autres, la présence du pôle de compétitivité Tenerrdis à Grenoble. Il rassemble des entreprises autour de la production, du stockage, de la conversion et de la distribution d'énergies renouvelables. Le secteur de l'énergie est emblématique de plusieurs bassins d'emploi, dont celui de Bollène-Pierrelatte. Des postes pour des experts du domaine y sont proportionnellement plus nombreux qu'en moyenne (53 % contre 28 %). Enfin, l'extension et la rénovation du parc urbain suscitent des besoins dans l'aménagement du territoire et du cadre de vie. Les bassins d'emploi de Clermont-Ferrand, d'Annecy, de Chambéry sont les plus concernés.

Au total, entre 2019 et 2023, les offres d'emploi pour des postes verts ont représenté 1,9 % du marché de l'emploi cadre régional, soit autant qu'à l'échelle nationale.

> Principaux secteurs qui publient des offres d'emploi cadre pour des postes « verts » en Auvergne-Rhône-Alpes entre 2019 et 2023



> Volume d'offres d'emploi cadre publiées sur apec.fr pour des postes verts entre 2019 et 2023 par bassin d'emploi en Auvergne-Rhône-Alpes, et poids par rapport au national



Base : offres publiées sur apec.fr
Source : Apec

8 077 M€ ont été investis en région Auvergne-Rhône-Alpes dans les filières liées au développement durable et 5 130 emplois salariés créés entre 2019 et 2023

En 5 ans, les entreprises du secteur privé en Auvergne-Rhône-Alpes ont investi 8,1 milliards d'euros dans des projets liés au développement durable, ce qui correspond à 17 % de leurs investissements. La filière des énergies renouvelables représente 58 % de ces investissements, avec une concentration autour des bassins d'emplois de Lyon et Grenoble.

73 % des projets liés au développement durable l'ont été à l'initiative des PME et des micro-entreprises. 26 % ont été portés par des start-ups, principalement dans la filière du recyclage et du traitement des déchets.

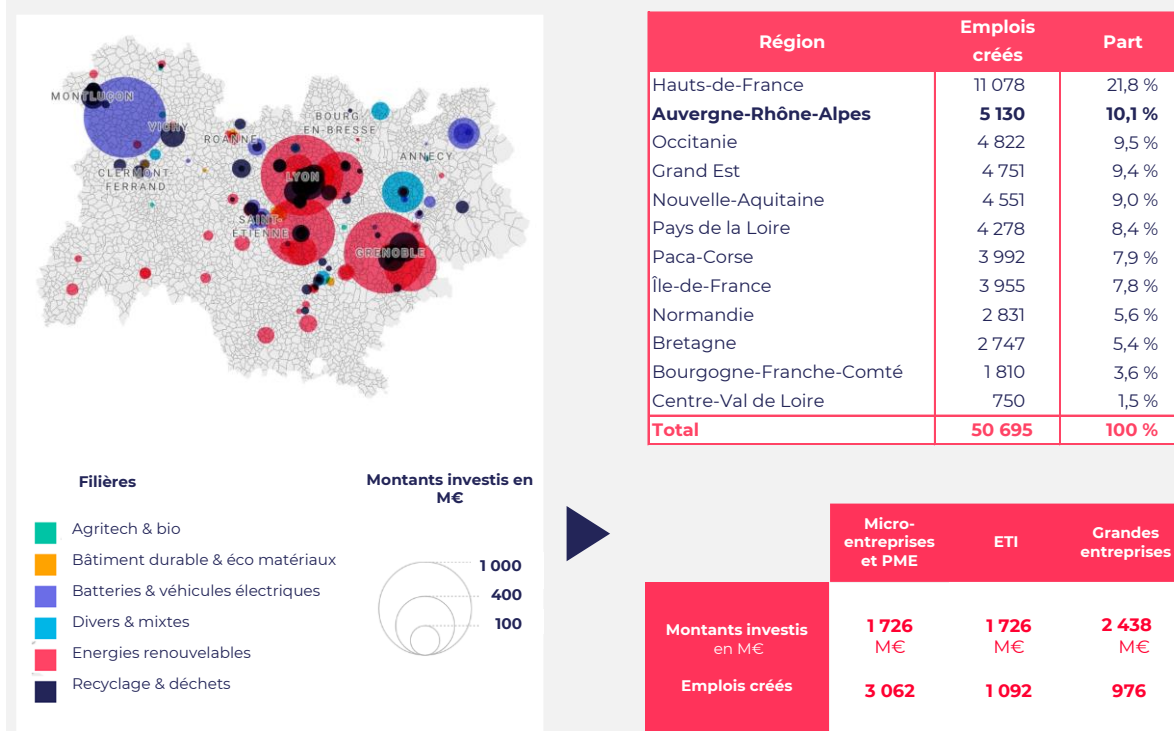
L'Auvergne-Rhône-Alpes est, en France métropolitaine, la 2^{ème} région qui a le plus contribué à la création d'emplois salariés du fait des investissements dans le développement durable (5 130 emplois, soit 10,1 % de ceux créés à l'échelle nationale).

Parmi les emplois créés, la majorité l'ont été dans les microentreprises et les PME ainsi que dans les ETI (respectivement 3 062 et 1 092). Seuls 19% l'ont été dans les grandes entreprises.

Tous secteurs et toutes tailles d'entreprises confondus, 22 % des emplois créés sont des emplois cadres.

Outre les projets d'investissements pour des produits et services liés au développement durable (écoconstruction, solaire, dépollution...), des industries adoptent des processus de production plus respectueux de l'environnement. En Auvergne-Rhône-Alpes, les secteurs du verre/plâtre/béton, de la fabrication de boissons ou des industries alimentaires sont, à travers leurs efforts de verdissement, plus particulièrement représentatifs de cette industrie tournée vers le futur. Ce sont les entreprises des bassins d'emploi de Lyon, de Clermont-Ferrand et de Grenoble qui portent le plus de projets de ce type.

> Investissements dans le développement durable en Auvergne-Rhône-Alpes : localisations, montants, nombre d'emplois créés et répartition par taille d'entreprise



Source : Observatoire de l'emploi et de l'investissement, Trendeo

La transition écologique est au cœur de plusieurs dispositifs de recherche et de financement publics

De nombreuses aides existent au national pour accompagner les entreprises et les territoires dans leur transformation. Par exemple, le crédit d'impôt en faveur de l'industrie verte est une aide fiscale nouvellement inscrite dans la Loi de finances pour 2024. Elle est destinée aux entreprises souhaitant réaliser de nouveaux projets dans le photovoltaïque, les batteries, l'éolien ou encore les pompes à chaleur. De plus, plusieurs pôles de compétitivité et programmes de recherche œuvrent aussi à accélérer la transition écologique. En Auvergne-Rhône-Alpes, le [Contrat plan Etat-Région 2021-2027](#) soutient plusieurs projets, tous liés aux domaines de spécialisation de la stratégie régionale d'innovation.

> Exemples non exhaustifs de projets de recherche axés « Transition écologique » en Auvergne-Rhône-Alpes

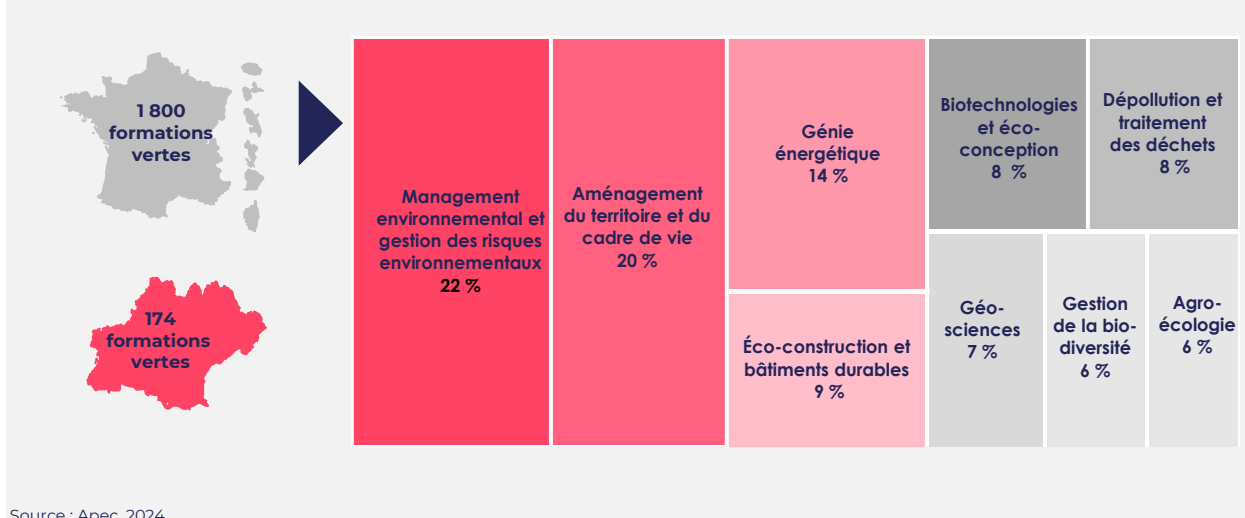
Projets	Porteurs
Décarbonation et carburants durables	IFPEN, CEA 14
Biomasse d'origine agricole	INRAE, INRIA, TerriFlux, PNR de Chartreuse
Prévention et qualification des polluants persistants	Métropole de Lyon, Institut scientifique écocity de Fos-sur-Mer
Préserver et gérer un réseau de 23 000 ha d'espaces naturels	Conservatoire d'espaces naturels d'Auvergne-Rhône-Alpes
Mobilité électrique	Enedis, Université Grenoble-Alpes, filière automobile

Source : Apec, 2024

Des formations existent aussi pour accompagner cette transition

L'Auvergne-Rhône-Alpes compte de nombreuses formations initiales et continues permettant d'acquérir des savoirs en matière de durabilité. Comme partout en France, elles portent surtout sur la gestion des risques, l'énergie et l'aménagement du territoire. Le génie énergétique et les géosciences y sont, par exemple, aussi enseignés. Ces formations représentent un vivier potentiel pour les entreprises souhaitant recruter des compétences spécifiques. Au-delà des formations très ciblées, des temps de sensibilisation plus globaux se sont mis en place pour former les étudiants au développement durable. Ceci fait suite au [rapport Jean Jouzel](#) de 2022 qui préconise la diffusion obligatoire d'un socle de connaissances autour de la transition écologique, et ce à l'ensemble des étudiants de 1^{er} cycle. Effective depuis la rentrée 2024, cette mesure est posée comme une réponse parmi d'autres, à un enjeu sociétal majeur qui est celui de la raréfaction des ressources fossiles, du changement climatique et des atteintes à l'environnement.

> Nombre de formations dans le domaine du développement durable et de la transition écologique en France et en Auvergne-Rhône-Alpes, et répartition par domaines de formation au national



Source : Apec, 2024

Définitions et périmètres

Transition écologique : une évolution vers un nouveau modèle économique et social, un modèle de développement durable qui renouvelle nos façons de consommer, de produire, de travailler, de vivre ensemble pour répondre aux grands enjeux environnementaux, ceux du changement climatique, de la rareté des ressources (source : ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires).

Économie verte : activité économique qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et la pénurie de ressources (source : Programme des Nations unies).

Métier vert : métier dont la finalité et l'essentiel des compétences mises en œuvre associées contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et dommages sur l'environnement (source : ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires). On en compte 19 parmi les métiers cadres. Ils se répartissent en trois catégories :

- Les métiers de l'énergie : [ingénieur énergies](#) ; [ingénieur d'études réseaux d'énergie](#) ; [chargé d'affaires en environnement et énergie](#) ; [ingénieur en efficacité énergétique](#) ; [ingénieur énergies renouvelables](#).
- Les métiers de l'aménagement du territoire, du cadre de vie et de la préservation de la biodiversité : [géologue](#) ; [géomaticien](#) ; [hydraulicien](#) ; [chef de projet aménagement du territoire](#) ; [urbaniste](#) ; [expert en environnement et écologie](#).
- Les métiers des technologies vertes, et de la gestion et de la prévention des risques environnementaux : [ingénieur en biotechnologies](#) ; [chef de projet sites et sols pollués](#) ; [directeur QHSE](#) ; [ingénieur HSE](#) ; [responsable HSE](#) ; [directeur développement durable](#) ; [ingénieur d'études environnement](#) ; [responsable RSE](#).

Projets d'investissements créateurs d'emploi dans le champ du développement durable.

Projets d'entreprises recensés dans des données publiques par l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement Trendeo. Ils couvrent plusieurs champs d'investissement dans le domaine du développement durable : les biotechnologies vertes, le bâtiment durable et les éco-matériaux, les batteries et véhicules électriques, les énergies renouvelables, le recyclage et le traitement des déchets et autres projets durables. Pour l'industrie du futur, il s'agit de déclarations qualifiées faisant état de bonnes pratiques en matière de protection de l'environnement, d'efficacité énergétique et d'autres critères qualitatifs.

Méthodologie

Ce document repose sur :

- L'exploitation de données publiques : Onemev, Insee (RP 2021), Insee (Déclaration sociale nominative, 2021).
- L'analyse des offres publiées sur [apec.fr](#) de 2019 à 2023, hors doublons et hors offres partenaires.
- L'analyse des investissements portés par les entreprises de la région (Trendeo, 2024).
- La recension des « formations vertes » de niveau Bac+3 et plus délivrées en 2023 par les universités et écoles d'ingénieur.
- Une recherche documentaire.

ISSN 2826-874 (Collection Recrutement)

Cette étude a été réalisée par la Direction des Données et Études (DDE) de l'Apec.

- Directeur de la DDE : Pierre Lamblin
- Responsable du pôle valorisation des données : Sébastien Thernisien
- Équipe projet : Geoffroy Garin, Anne-Dominique Gleyen, Caroline Legrand, Cristina Turlueanu, Kamel Yahyaoui.

Elle a bénéficié de l'apport de l'Observatoire de l'emploi et de l'investissement Trendeo

- Directeur : David Cousquer
- Économiste : Rayan Benamane



Toutes les études de l'Apec sont disponibles gratuitement sur le site www.corporate.apec.fr > Nos études



Suivez l'actualité de l'observatoire de l'emploi cadre de l'Apec sur Twitter : [@Apec_Etudes](#)

CENTRE DE RELATIONS CLIENTS

0 809 361 212 Service gratuit + prix appel

Du lundi au vendredi de 9h à 19h
aux horaires France métropolitaine

© Apec. Cet ouvrage a été créé à l'initiative de l'Apec, Association pour l'emploi des Cadres, régie par la loi du 1er juillet 1901 et publié sous sa direction et en son nom. Il s'agit d'une œuvre collective, l'Apec en a la qualité d'auteur. L'Apec a été créée en 1966 et est administrée par les partenaires sociaux (MEDEF, CPME, U2P, CFDT Cadres, CFE-CGC, FO-Cadres, CFTC Cadres, UGICT-CGT). Toute reproduction totale ou partielle par quelque procédé que ce soit, sans l'autorisation expresse et conjointe de l'Apec, est strictement interdite et constituerait une contrefaçon (article L122-4 et L335-2 du code de la Propriété intellectuelle).